



CHAPITRE 3

FAVORISER LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

La Banque islamique de développement (BID) est déterminée à aider ses pays membres à réduire la pauvreté et les inégalités, transformant les vies grâce à un développement et une croissance plus diversifiés, durables, résilients et inclusifs, conformément au cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.



3.1 | CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

3.1.1 | DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Dans le sillage de la pandémie, la BID a signé le premier accord-cadre stratégique jamais conclu avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aux fins d'encourager et de promouvoir le dialogue sur l'éducation et la santé. Elle a également activé le protocole d'accord avec le Fonds mondial par la signature d'un accord de financement stratégique. Par ailleurs, elle est activement engagée dans deux des cinq plans d'action thématiques pour la transformation de l'éducation, à savoir des écoles inclusives, équitables et sûres, et le financement de l'éducation. La BID a participé à la nouvelle stratégie de repositionnement et au plan d'action du Groupe consultatif islamique, un consortium constitué d'Al-Azhar al-Charif (Égypte), de l'Académie internationale du fiqh islamique (Arabie saoudite) et de l'Organisation de Coopération islamique (OCI). La stratégie et le plan d'action ont été présentés lors de la réunion du comité exécutif tenue en décembre 2022 à Djeddah. La BID est également signataire de la déclaration conjointe du Gouvernement du Tadjikistan et des partenaires au développement visant à améliorer les soins de santé primaires. Dans le but d'optimiser la résilience au lendemain de la pandémie, elle a commandité une étude sur le recours aux technologies de l'information et de la télécommunication dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et sur les investissements nécessaires dans la transformation numérique afin de répertorier les besoins des pays membres africains. Cette étude fera des recommandations concrètes pour l'investissement dans l'infrastructure numérique et le développement des services connexes.

ÉDUCATION

Soucieuse de créer des partenariats à même d'améliorer l'investissement et la mobilisation de ressources dans le secteur de l'éducation, la BID a défini des directives opérationnelles pour le mécanisme SmartEd du Groupe de coordination arabe (GCA) d'un coût de 500 millions de dollars, dont le déploiement est prévu en 2023. Trois pays (Cameroun, Kirghizistan et Ouzbékistan) sont concernés par la première phase qui s'appuiera sur une subvention de 70 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), avec un prêt supplémentaire de 280 millions de dollars du GCA, dont une contribution de 120 millions de la BID.

SANTÉ

Lors de la réunion annuelle 2022 de la BID, la Division du Développement humain a rassemblé des représentants des gouvernements, le secteur privé et des partenaires mondiaux de la santé pour discuter de sujets relevant du renforcement des capacités régionales de production de vaccins pour une souveraineté vaccinale dans les pays membres de la BID. Ce thème a été plus amplement débattu lors de la réunion des organismes nationaux de réglementation des médicaments des pays membres de l'OCI dédiée à la thématique des

ENCADRÉ 8 | PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES DES JEUNES POUR UNE TRANSITION ÉQUITABLE

Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement font partie des plus grands défis de notre époque et contribuent à terme à la réduction de la productivité, la perte d'emplois et l'exacerbation des inégalités. Les effets de la crise climatique touchent de manière disproportionnée et profonde les plus vulnérables, notamment les jeunes. En revanche, l'action en faveur du climat et le passage à une économie verte sont susceptibles de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

En partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), la BID a lancé à sa réunion annuelle 2022 *Youth Green Skills Accelerator Challenge Call* (appel à candidatures pour l'accélérateur de compétences vertes en faveur des jeunes), dans l'objectif général de promouvoir la participation et les compétences des jeunes leur permettant d'avoir des emplois verts et favoriser ainsi une transition juste. À cette fin, la BID et l'OIT ont invité les organisations, réseaux ou coalitions dirigés par des jeunes et établis dans leurs membres communs à proposer des idées et des solutions nouvelles et innovantes pour promouvoir une transition juste vers des économies et des sociétés durables sur le plan environnemental, dans l'intérêt de tous. L'objectif de l'appel est de recenser, incuber, tester et diffuser des idées et des solutions innovantes et bancables à même de doter les jeunes des compétences nécessaires pour une transition juste dans leurs communautés.

La BID a reçu plus de 120 candidatures provenant des pays membres. Les candidats ont été soumis à une évaluation rigoureuse et approfondie assortie d'un processus de validation de la conformité, qui a abouti à la sélection de trois lauréats. Ceux-ci ont bénéficié d'un soutien financier, d'une visibilité mondiale lors de la COP27, d'un accès à un vaste réseau d'experts dans le domaine du développement des compétences et d'une participation au laboratoire d'innovation de l'OIT.

Le 1^{er} prix a été décerné à *Bangladesh Youth Environmental Initiative*. Ce projet vise à améliorer la situation économique des jeunes marginalisés vulnérables au climat, en créant des pôles d'innovation en matière de compétences vertes au sein des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Le 2^e lauréat est Association 3535 (Côte d'Ivoire). Son projet a pour but de renforcer les compétences dans le domaine de la construction de bâtiments écologiques et d'un entrepôt climatiquement efficace afin de prolonger la durée de conservation des mangues. Enfin, le 3^e prix a été décerné à *Musanadah Foundation for Development* (Yémen). Son projet entend améliorer les débouchés économiques durables pour les jeunes vulnérables, en mettant en œuvre un programme de formation des techniciens de l'énergie solaire en matière d'installation, de réparation et d'entretien.

Stratégies et perspectives pour le développement, la fabrication et la gestion des vaccins, tenue en septembre 2022. Ainsi, la BID et la Banque africaine de développement (BAD) se sont lancées dans un plan de développement commercial dynamique pour accompagner les investissements dans le développement du secteur pharmaceutique.

La division a également mis au point plusieurs nouveaux produits et partenariats dont le Rapport qualité-prix de l'appui financier de la BID à la lutte contre la pandémie à coronavirus, la Plateforme de cours asynchrones sur la santé maternelle et néonatale, l'élargissement du partenariat avec l'AIEA pour l'initiative Rayons d'espoir visant l'accès à la radiothérapie, et le partenariat pour la sécurité alimentaire en vue de l'accès à des cultures et un bétail résilients et prometteurs. En outre, le montant de 50 000 dollars mobilisé pour la préparation du projet de santé du Togo a reçu le soutien sans réserve du Fonds mondial pour le renforcement du système de santé et des soins de santé primaires, avec une contribution de 42,8 millions de dollars de la BID, un cofinancement de 16,9 millions de dollars du Fonds mondial et 3,7 millions de dollars du Gouvernement du Togo.

ENCADRÉ 10 | TIRER PARTI DES STI POUR COMBLER L'ÉCART DE GENRE GRÂCE À LA TÉLÉMEDECINE

Au Pakistan, nombre de femmes enceintes et d'enfants vivant dans des régions reculées ne bénéficient pas des soins médicaux nécessaires, faute d'accès à des praticiennes. De plus, pour diverses raisons, seules 20 % des femmes ayant reçu une formation médicale poursuivent une carrière dans ce domaine. Soutenu par la BID dans le cadre de son Programme pour la science, la technologie et l'innovation, Educast – un prestataire de télémedecine – s'attaque à ce problème en aidant les femmes médecins qui n'exercent pas à poursuivre leur carrière tout en s'acquittant de leurs responsabilités familiales.

La plateforme de télémedecine met en relation des médecins pratiquants en ligne avec des femmes agents de santé par le biais de vidéoconférences et d'autres mécanismes de communication électronique. Le projet a contribué à la formation et à la certification de 450 médecins en ligne, permettant ainsi d'offrir des consultations à plus de 175 000 patients atteints par le coronavirus durant la pandémie. En outre, ces médecins en ligne offrent une assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux femmes vivant dans des zones fragiles.

Un médecin en ligne, Dr Saima SHAMIM AHMED, a déclaré : « J'ai toujours prié Allah de m'aider à exercer ma profession d'une manière ou d'une autre. En 2019, mes prières ont été exaucées. J'ai entendu parler des médecins en ligne par l'intermédiaire d'un groupe WhatsApp. Mon mari et mes enfants me soutiennent énormément et s'en réjouissent. Je suis très fière de faire partie du projet Educast pour servir mon pays. »

Educast s'est associé à l'Université des sciences de la santé de Dow au Pakistan pour orienter les médecins

ENCADRÉ 9 | NOUVEL ACCORD-CADRE STRATÉGIQUE ENTRE LA BID ET L'OMS

Lors de l'évènement Scoring for the Goals, tenu en marge de la Coupe du monde de football de 2022 à Doha (Qatar), les responsables de la BID et de l'OMS ont signé un accord-cadre stratégique historique qui établit une feuille de route pour promouvoir conjointement les objectifs de développement durable (ODD) liés à la santé, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays fragiles.

S'appuyant sur le premier protocole d'accord entre la BID et l'OMS signé en 1978, l'accord-cadre vise à améliorer la responsabilisation et la gouvernance de la BID en matière de santé. Ce nouveau partenariat ouvre des perspectives à un modèle de financement durable visant des instruments pérennes qui répondent aux priorités sanitaires nationales.



LE PROJET A CONTRIBUÉ À LA FORMATION ET À LA CERTIFICATION DE 450 MÉDECINS EN LIGNE, PERMETTANT AINSI D'OFFRIR DES CONSULTATIONS À PLUS DE 175 000 PATIENTS ATTEINTS PAR LE CORONAVIRUS DURANT LA PANDÉMIE.

et s'assurer qu'ils sont prêts à fournir une assistance médicale immédiate. Récemment, Educast a également conclu un partenariat avec la Commission médicale du Pakistan, l'Université de Stanford et la société britannique Medical City pour lancer un programme de certification en télémedecine. La plateforme de santé numérique et le réseau de médecins en ligne peuvent être développés pour élargir les services de conseil et de traitement en matière de santé maternelle, infantile et mentale à plusieurs provinces d'autres pays membres, notamment l'Afghanistan, Oman, la Palestine, la Syrie et le Yémen.



3.1.2 | DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

ÉNERGIE

L'énergie est l'un des principaux secteurs de développement de la BID qu'elle continue de financer. En 2022, ses interventions étaient fondées sur les quatre principaux piliers de sa politique dans le secteur : augmenter le taux d'accès dans les pays membres ; augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouclier énergétique des pays membres ; contribuer aux programmes d'efficacité énergétique ; et contribuer au partage des connaissances entre les pays membres.

Au cours de l'année, la BID a approuvé quelque 354 millions de dollars pour le projet d'accès à l'énergie en Guinée (90 millions), la deuxième phase du projet d'expansion du réseau de distribution d'électricité de Conakry (26 millions), le projet de pétrole brut de l'Afrique de l'Est en Ouganda (100 millions), l'amélioration des moyens de subsistance des populations dans le secteur de la pêche grâce à l'énergie durable (9 millions), le projet de centrale électrique de Sukhandarya en Ouzbékistan (104 millions), et le projet hydroélectrique de 800 MW dans la province de Mohmand au Pakistan (25 millions).

Les projets sont alignés sur les stratégies sectorielles de chaque pays, les priorités sectorielles de la BID et les cibles des ODD.

TRANSPORTS

En 2022, le financement approuvé pour le renforcement de l'accès universel abordable, la connectivité régionale et l'efficacité des systèmes de transport ainsi que la promotion du développement des transports verts, s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Les interventions approuvées prévoient la construction d'infrastructures de transport durables, fiables et rentables pour aider à accélérer les activités socioéconomiques, la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays membres.

Les approbations portent sur 9 projets routiers en Côte d'Ivoire, en Guinée, Guinée-Bissau, Ouganda, Ouzbékistan, Guyana, au Kirghizistan et Sénégal (1,2 milliard de dollars), 5 projets routiers en Afrique (40,29 millions de dollars), 3 projets routiers en Asie centrale (156,7 millions de dollars), 1 projet routier en Amérique du Sud (200 millions de dollars), et 1 projet de port de pêche en Indonésie (100 millions de dollars) visant à améliorer l'accès, la sécurité, l'efficacité et la fiabilité tout au long de l'année.

Une meilleure connectivité régionale et sous-régionale facilitera l'accès aux services sociaux, marchés, exploitations agricoles, zones économiques et pôles de commerce. Ces projets vont permettre de promouvoir de nouvelles activités, l'emploi, les échanges, le tourisme et la collaboration, et par conséquent l'interaction économique, sociale et culturelle entre les communautés et avec les pays voisins. Ils permettront également de servir des millions de personnes, renforcer la capacité et la facilité d'entretien des infrastructures de transport, augmenter le trafic journalier moyen, réduire la durée des trajets, le nombre d'accidents de la route et les décès, réaliser des économies sur les coûts d'exploitation des véhicules, augmenter les perspectives d'emploi pour

les femmes et les jeunes, et réaliser un impact positif sur l'environnement et le climat.

Le projet de modernisation des routes nationales en Ouganda (295 millions de dollars) et le projet de réhabilitation de l'autoroute Linden-Soesdyke au Guyana (200 millions de dollars) aideront ces pays membres à répondre aux exigences actuelles et futures en matière de transport, servir plus de 2,5 millions de personnes, réduire la durée des trajets jusqu'à 50 %, économiser plus de 825 millions de dollars en coûts d'exploitation des véhicules, et contribuer à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable, notamment l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures).

EAU, ASSAINISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

La BID entend contribuer à une urbanisation inclusive et durable et à la fourniture de services d'eau et d'assainissement gérés en toute sécurité. En 2022, 17 millions de dollars ont été approuvés pour un projet de développement urbain et 14,9 millions pour des projets d'eau et d'assainissement. Une subvention de 7,8 millions de dollars a aussi été obtenue dans le cadre de la mobilisation de ressources.

La BID a approuvé un financement de 15 millions de dollars pour le projet de rénovation des bidonvilles et de développement urbain intégré à Djaga Bouldhouq à Djibouti. Ce projet vise à améliorer les conditions de vie de 8 000 personnes vivant dans la pauvreté urbaine, en fournissant des infrastructures et des services urbains de base. Il s'inscrit dans le cadre du programme national « Zéro bidonville » et de la stratégie de logement destinée à renforcer le développement humain et l'autonomisation économique grâce à un meilleur accès aux services.

Une subvention d'assistance technique de 2 millions de dollars a été approuvée pour le recensement des interventions de développement urbain prioritaires afin de promouvoir l'investissement et les applications intelligentes dans la ville de Dahab, en Égypte. L'objectif spécifique est d'améliorer les capacités et les dispositifs des principaux acteurs, notamment le gouvernement local, pour répertorier des projets de développement réalisables et à fort impact.

Le projet d'approvisionnement en eau de Kiffa en Mauritanie s'inscrit dans la continuité d'un long engagement de plus de 25 ans dans le secteur de l'eau. Au cours de cette période, la BID est intervenue dans diverses régions et en particulier la capitale. Approuvé en 2022, le projet en question vise à améliorer l'accès à de meilleurs services hydrauliques dans des zones rurales et bourgades sélectionnées. La population bénéficiaire devrait atteindre 550 000 personnes d'ici 2035. Le projet permettra aussi de créer plus de 3 000 emplois et

UNE MEILLEURE CONNECTIVITÉ RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE FACILITERA L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX, MARCHÉS, EXPLOITATIONS AGRICOLES, ZONES ÉCONOMIQUES ET PÔLES DE COMMERCE.

LE PARTENARIAT : UN IMPÉRATIF FACE AUX CRISES

contribuera ainsi à l'amélioration des conditions de vie dans sa zone d'implantation. À l'instar des précédentes interventions de la BID en Mauritanie, ce projet phare dont le coût total est estimé à 317 millions de dollars sera financé par la BID et d'autres partenaires du Groupe de coordination arabe. Le montant approuvé par la BID est de 40 millions de dollars.

Une enveloppe de 14,9 millions de dollars a été approuvée pour un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans quatre préfectures au Togo. Le projet vise à améliorer l'accès à un approvisionnement en eau sûr et durable ainsi qu'aux services d'assainissement et d'hygiène, et à promouvoir des pratiques d'hygiène positives chez au moins 49 000 personnes vivant dans les quatre zones urbaines et périurbaines à l'horizon 2027. Il est aligné sur la Stratégie nationale de développement humain global et de réduction de la pauvreté, ainsi que sur les politiques et stratégies opérationnelles de la BID pour les secteurs de l'eau et de l'urbanisme.

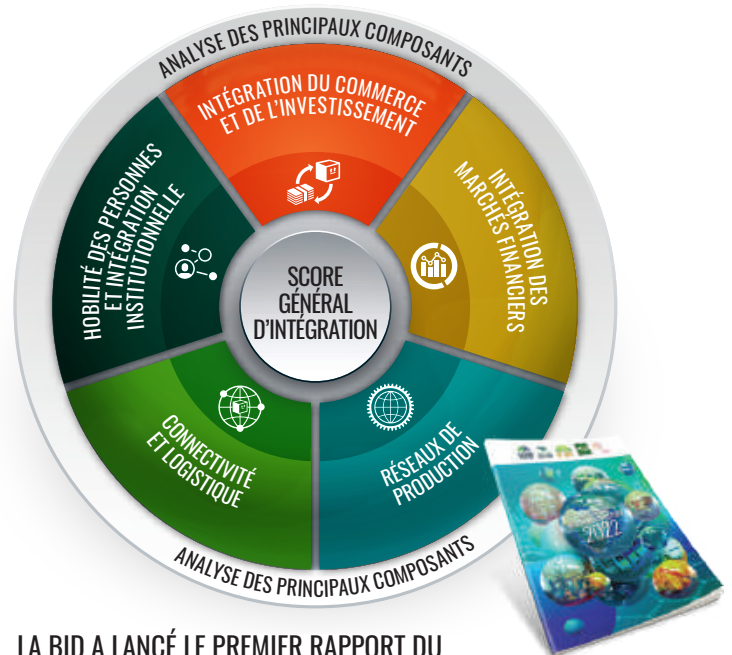
L'initiative de financement des femmes entrepreneuses (We-Fi) a bénéficié d'une subvention de la BID de 6,1 millions de dollars pour mettre en œuvre le projet Femmes dans les entreprises d'assainissement (WISE) au Bangladesh. Le projet a été élaboré par le Département du Développement urbain et le centre régional de Dhaka en collaboration avec le Département de l'Ingénierie de la Santé publique du Bangladesh. Son objectif est de promouvoir le développement de l'entreprenariat féminin dans la chaîne de valeur de l'assainissement en complétant et en apportant une valeur ajoutée à trois projets en cours financés par la BID.

Par l'intermédiaire du Fonds Lives & Livelihoods (LLF) de la BID, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) a approuvé une subvention de 1,7 million de dollars au titre de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) afin de faire avancer les initiatives d'assainissement inclusif à l'échelle des villes (CWIS) dans les pays membres de la BID. La subvention sera mobilisée pour l'assainissement urbain inclusif ainsi que la conception et la mise en œuvre de projets connexes bancables et de haute qualité.

3.1.3 | INTÉGRATION RÉGIONALE

Pour relever les nouveaux défis auxquels font face les pays membres de la BID dans un contexte d'incertitudes mondiales en 2022, la BID a continué de promouvoir l'intégration régionale en tant que mécanisme propre à stimuler le commerce et les investissements, promouvoir la croissance, et améliorer les moyens de subsistance en partant des principes de solidarité et de partage des avantages.

La BID adopte une approche à plusieurs niveaux, impliquant aussi bien le financement des projets que la production de connaissances, afin d'améliorer l'efficacité des interventions liées à l'intégration régionale dans le cadre de sa politique de coopération et d'intégration régionales et de sa stratégie en la matière. Elle met l'accent sur la connectivité régionale, notamment par le développement de corridors économiques régionaux, l'intégration dans le commerce mondial, le commerce régional et transfrontalier, et des investissements transfrontaliers entre ses pays membres.



LA BID A LANCÉ LE PREMIER RAPPORT DU GROUPE DE LA BID SUR L'INTÉGRATION, QUI ANALYSE LA SITUATION ET L'ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ENTRE SES PAYS MEMBRES.

En septembre 2022, la BID a lancé l'Observatoire international des infrastructures de transport (OIIT). Conçu par la BID et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'observatoire a été mis en place en collaboration avec l'Organisation de coopération économique (OCE), la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), et le Centre d'Etudes sur les Transports pour la Méditerranée occidentale (CETMO). L'OIIT utilise une technologie avancée de système d'information géographique pour la cartographie des réseaux d'infrastructure régionaux. C'est un outil pratique qui permet d'identifier les liens de connectivité manquants pour planifier les transports régionaux à partir de données. En utilisant l'OIIT, les organisations peuvent mieux coordonner les projets transfrontaliers, qu'il s'agisse de routes, de chemins de fer, de voies navigables ou d'aéroports. Les utilisateurs du secteur public peuvent proposer de nouveaux projets, mettre à jour les réseaux de transport existants et demander un financement. Pour leur part, les institutions financières peuvent se servir de l'OIIT pour évaluer la faisabilité des projets à l'aide d'outils de système d'information géographique interactifs et de données fiables.

Lors de la 38e session du COMCEC tenue le 28 novembre 2022 à Istanbul, la BID a lancé le premier rapport du Groupe de la BID sur l'intégration, qui analyse la situation et l'évolution de l'intégration économique entre ses pays membres. Le rapport est fondé sur les résultats obtenus grâce à l'indice d'intégration de la BID et a été entièrement établi à l'interne. L'indice est un composé de 21 indicateurs regroupés sous 5 dimensions, à savoir (i) le commerce et l'investissement, (ii) les marchés financiers, (iii) les réseaux de production, (iv) la connectivité et la logistique, et (v) le mouvement des personnes et l'intégration institutionnelle.



3.2 | ATTÉNUATION DE LA FRAGILITÉ ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

3.2.1 | FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

En 2022, la BID a poursuivi la mise en œuvre de sa politique en matière de fragilité et de résilience, qui met l'accent sur l'investissement dans la prévention, le passage de l'aide au développement, et l'appui au redressement et à la résilience des pays membres touchés par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine.

En avril 2022, la BID a approuvé le Programme d'acquisition de compétences, de formation et d'éducation (STEP) visant à réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation physique et intelligente et aux compétences, et en développant l'esprit d'entreprise chez les jeunes réfugiés dans 15 pays membres qui accueillent plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Plus de 600 000 jeunes réfugiés bénéficient du Programme STEP, ainsi que des déplacés internes et communautés d'accueil. Le programme regroupe également des partenaires stratégiques, notamment le FSID, des agences des Nations unies, des fondations et des organisations de la société civile dont Spark, *Abdallah Al-Nouri Charity Society* et l'Organisation caritative islamique internationale (IICO) du Koweït. Ensemble, ils ont mobilisé une subvention de 100 millions de dollars pour aider les communautés les plus vulnérables. Les premiers projets de STEP pour la Jordanie et le Liban ont été officiellement lancés par la BID, *Spark et Abdelaziz Al-Ghurair Education Trusts*.

Par ailleurs, la BID a finalisé les évaluations de la fragilité et de la résilience pour le Bangladesh, la Guinée, le Liban et le Niger, qui permettront de relever les risques et d'orienter les stratégies de développement et les interventions pour s'attaquer aux sources potentielles ainsi qu'aux facteurs de fragilité, et d'établir les possibilités de renforcer les institutions et de développer la résilience. La BID a poursuivi les stratégies de partenariat avec les pays membres, notamment pour le Bangladesh, le Niger, le Turkménistan et le Sénégal, en sus de la mise en œuvre de plus de 17 projets dans des pays membres en situation de fragilité et de conflit.

En juin 2022, la BID a publié la deuxième édition de son rapport sur la résilience, lequel évalue le lien étroit entre la résilience et l'état de préparation intersectorielle aux chocs futurs dans les domaines de la santé, l'économie et par rapport aux moyens de subsistance, à l'environnement, la sécurité humaine et aux déplacements forcés. Le rapport donne des orientations politiques et fait des recommandations pour le rétablissement et la préparation, et propose des interventions pour prévenir les crises futures. Il s'appuie sur neuf études de cas spécifiques, notamment la Côte d'Ivoire, l'Irak, le Kazakhstan, la Mauritanie, le Mozambique, le Pakistan, le Tadjikistan, le Togo et le Yémen.

Au cours de l'exercice sous revue, la BID a également aidé les pays membres à faire face aux répercussions négatives des catastrophes naturelles provoquées par les chocs climatiques.

Elle a approuvé plusieurs subventions pour des interventions d'urgence en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan et au Tchad, qui sont tous touchés par des inondations et des sécheresses récurrentes. Quelque 1,2 million de personnes devraient bénéficier de ces interventions.

3.2.2 | AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

En 2022, le programme phare de la BID et du FSID intitulé Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) a continué à contribuer à l'atténuation des effets de la pandémie à coronavirus dans les pays membres, avec des projets approuvés pour un montant total de 121,40 millions de dollars sur trois ans. Les nouvelles approbations pour l'adoption de l'approche d'autonomisation économique en Ouganda et au Tchad ont porté le nombre total à 7, en sus de celles déjà faites pour Djibouti, la Jordanie, l'Ouzbékistan et la Palestine, ainsi que quatre pays de la catégorie des pays membres les moins avancés (PMMA). Le programme MARKETS (Préparation à l'accès au marché dans les secteurs économiques clés du commerce) pour le Yémen a été approuvé en 2022, en faisant fond sur l'autre pilier de facilitation de l'accès au marché. Cette initiative témoigne de la détermination renouvelée de la BID à intégrer son approche d'autonomisation économique dans le secteur agroalimentaire au sein des PMMA.

Depuis 2020, 566 millions de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires tant publics que privés pour les programmes et les fonds. Ces fonds d'investissement d'impact ont suscité un regain d'intérêt du secteur privé. Les ressources additionnelles du Mécanisme de garantie rendront plus attrayante encore l'offre de financement de la BID pour ses pays membres.

Les produits de connaissance internes tels que le Référentiel de conception de l'autonomisation économique, le Référentiel de suivi et d'évaluation et le Référentiel d'application des produits financiers islamiques constituent les mécanismes de plaidoyer internes utilisés pour promouvoir l'approche d'autonomisation économique dans les pays membres. À cet égard, les séances de formation interne organisées dans les centres régionaux du Caire, de Kampala et de Rabat s'inscrivent dans le prolongement de celles tenues à Abuja et à Dakar en 2021.

En 2022, la BID a plaidé en faveur de l'approche d'autonomisation économique auprès du Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) sous la présidence indonésienne du G20. En tant que partenaire affilié du GPFI, elle a joué un rôle important dans l'examen par les pairs des rapports des partenaires sur les MPME et, pour la première fois, codirigé la deuxième prestation, à savoir l'élaboration d'une base de données sur les produits et services numériques et financiers. Quatre études de cas de la BID ont été intégrées dans cette base de données. Par ailleurs, la BID a participé au séminaire international du GPFI sur la transformation numérique pour l'inclusion financière des femmes, des jeunes et des MPME, lequel séminaire a été marqué par des débats d'experts, et ce en marge de la Conférence annuelle du G20 sur la finance islamique.

3.3 | PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.3.1 | MOBILISATION DE RESSOURCES

L'objectif de développement du Programme d'acquisition de compétences, de formation et d'éducation (STEP) est de réduire la pauvreté dans 15 pays membres en accompagnant les jeunes réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays et les communautés d'accueil vulnérables. Le programme STEP continuera d'améliorer l'accès à l'éducation et surtout à l'éducation intelligente, de renforcer les compétences, et de fournir des incubateurs de l'entrepreneuriat, mais aussi de créer des emplois verts pour les bénéficiaires. À l'horizon 2027, 650 000 enfants et jeunes réfugiés, personnes déplacées et communautés d'accueil devraient en bénéficier. Il contribuera aussi à la réalisation des cibles des ODD 1, 4, 5, 8, 16 et 17. Le programme découle de la stratégie approuvée et du plan d'action quinquennal visant à réduire la pauvreté, améliorer les moyens de subsistance, et fournir un meilleur accès au développement des compétences et aux débouchés économiques et sociaux, en venant en aide aux réfugiés, déplacés internes et communautés d'accueil dans les pays membres.

Le coût total du programme est estimé à 100 millions de dollars, la BID et le FSID y participant à hauteur de 6 millions. Le montant restant devrait provenir des principaux partenaires au développement, des fondations, des philanthropes et du secteur privé. À la date du présent rapport, le programme a mobilisé plus de 45 millions de dollars auprès d'Abdelaziz Al Ghurair Education Trusts par l'intermédiaire du Fonds mondial islamique philanthropique pour l'enfance, de Spark, d'Abdallah Al-Nouri Charity Society et de l'Organisation caritative islamique internationale (IICO) du Koweït.

De surcroît, les partenaires financiers ont contribué pour un montant total de 2,29 milliards de dollars à des projets financés par la BID d'un montant total de plus de 3,6 milliards de dollars répartis entre 19 pays membres d'Afrique et d'Asie, principalement dans le secteur des infrastructures, où les financements de la BID se chiffrent à 1,14 milliard de dollars.

3.3.2 | CADRE DE FINANCEMENT DURABLE

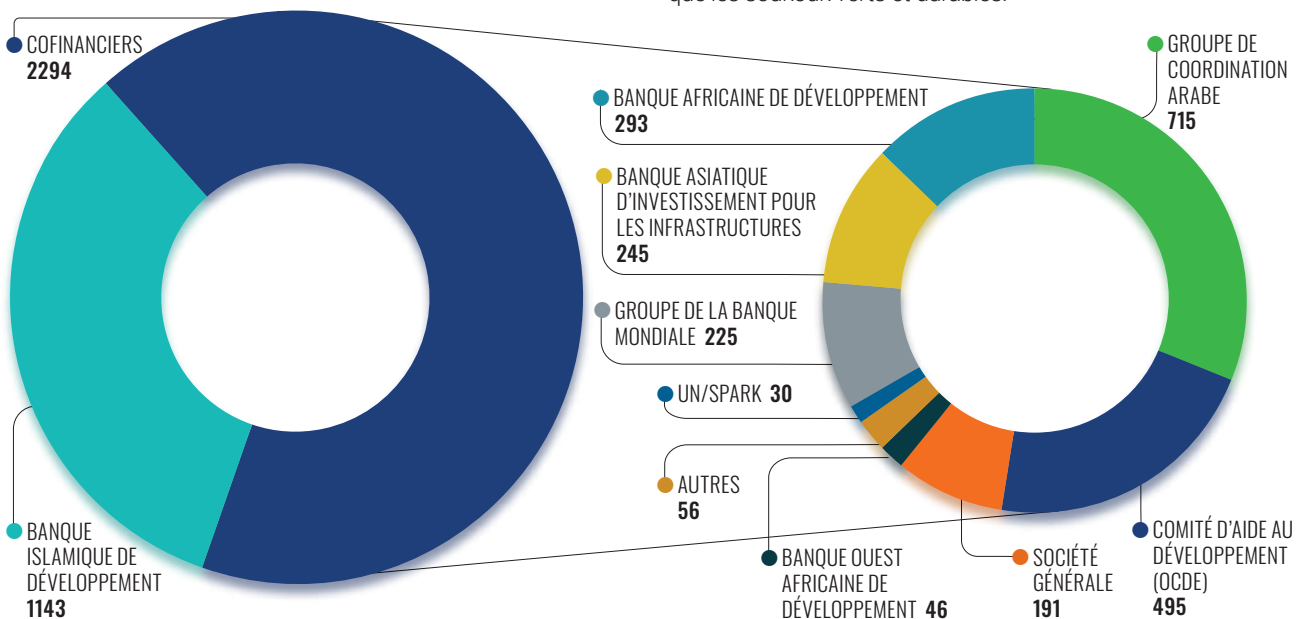
Le Cadre de financement durable de la BID lui permet d'émettre des soukous verts et durables pour mobiliser des ressources sur les marchés financiers internationaux et ainsi financer ou refinancer des projets verts, sociaux et axés sur la durabilité et la résilience.

Le Cadre de financement durable a été créé conformément aux normes reconnues mondialement, établies par l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA). Il a également été examiné par CICERO (Norvège) qui lui a attribué la couleur vert moyen. Cette note est conforme à celle des banques multilatérales de développement paires telles que la SFI et la BAD. Parallèlement, la BID s'est vu attribuer une excellente note de risque en termes de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (faible) par une autre agence de notation externe, qui a évalué ses politiques environnementales, sociales et de gouvernance.

À la date du présent rapport et au titre du Cadre de financement durable, la BID a été la première à lancer des soukous verts et durables pour mobiliser plus de 5 milliards de dollars pour des projets de développement social respectueux du climat, en particulier dans le secteur de la santé.

La BID travaille actuellement à l'actualisation de son Cadre de financement durable afin de s'aligner sur la dernière édition des normes publiées par l'ICMA. Cet exercice s'achèvera au 1^{er} trimestre de 2023 et permettra de renforcer les atouts de la BID, en réaffirmant son engagement à intégrer le financement des ODD et à attirer de nouveaux investisseurs du monde entier vers des instruments innovants du marché des capitaux, tels que les soukous verts et durables.

FIGURE 3.1 | COFINANCEMENT EN 2022 (EN MILLIONS USD)





ENCADRÉ 11 | LA BID ET LE FMI SIGNENT UN ACCORD DE RENFORCEMENT DE LEUR PARTENARIAT

En octobre 2022, les responsables de la BID et du FMI ont signé un protocole d'accord en vertu duquel les deux institutions se sont engagées à renforcer leur coopération afin de répondre plus efficacement, ensemble, aux besoins de leurs pays membres communs. Ce premier protocole d'accord de coopération institutionnelle entre les deux organisations vise notamment à renforcer leur collaboration dans les domaines de la fragilité, du climat et de la transition écologique, de la finance islamique, de la fintech et de la monnaie numérique, ainsi que de la soutenabilité de la dette. En outre, la BID et le FMI ont convenu d'intensifier leur coopération en matière de stabilité macroéconomique et financière au moyen de travaux d'analyse et d'activités de renforcement des capacités dans les pays membres communs, afin de favoriser à terme le développement économique et de promouvoir une croissance économique globale et inclusive, en sus de la création d'emplois.

3.4 | ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT SPÉCIALES

3.4.1 | AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

En 2022, la BID a maintenu sa priorité sur l'intégration des besoins des femmes et des jeunes dans ses programmes et projets. Ses opérations de financement public vont bénéficier aux femmes et aux jeunes dans des domaines tels que le financement des entreprises, la protection sociale, la santé, la formation et le perfectionnement professionnel.

La Division de l'Autonomisation des Femmes et des Jeunes a intégré les questions y relatives dans les stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM) de la BID, en mettant au point des programmes ciblés de renforcement des compétences à l'intention des femmes et des jeunes et en créant des emplois décents assortis de systèmes de protection sociale renforcés. Une attention particulière a été portée à la promotion et au soutien de l'entreprenariat et des entreprises des femmes et des jeunes, notamment au lendemain de la pandémie, en améliorant l'accès aux ressources productives, techniques et financières, ainsi qu'aux services de base essentiels et aux infrastructures vertes, résilientes et durables.

La division a également piloté la mise au point d'opérations de subvention au profit des femmes et des jeunes, pour un montant de 629 000 dollars.

INITIATIVE DE FINANCEMENT EN FAVEUR DES FEMMES ENTREPRENEUSES

Au cours de l'exercice sous revue, la BID a approuvé deux financements supplémentaires en faveur de l'Initiative pour le financement des femmes entrepreneuses (We-Fi). La première, d'un montant de 5,5 millions de dollars pour la mise en œuvre de la deuxième phase de *BRAVE Women 2.0*, s'appuiera sur les réalisations de la première phase du programme et se concentrera sur l'augmentation des revenus des PME détenues par des femmes (WSME) au Yémen. Pour ce faire, il s'agira d'améliorer les pratiques commerciales et les compétences en gestion grâce à la formation, d'optimiser l'accès de ces PME aux financements mixtes en collaborant avec des institutions financières dans le cadre d'un système de subventions de contreparties et de garanties de crédit, et d'aider un plus grand nombre de PME détenues par des femmes à pénétrer et à prospérer sur de nouveaux marchés grâce à des solutions de commerce en ligne.

La deuxième subvention de 6,1 millions de dollars a été obtenue pour appuyer le Projet des femmes dans les entreprises d'assainissement qui vise à accompagner les femmes entrepreneuses activement engagées dans des entreprises d'assainissement de 15 municipalités du Bangladesh. Cette subvention servira à augmenter le financement et l'investissement dans les PME dirigées par les femmes au moyen de lignes de financement, les aider à intégrer la finance numérique dans leurs activités, renforcer leurs capacités de leadership, et améliorer l'accès aux marchés et aux réseaux afin de renforcer leur participation à la chaîne de valeur du secteur de l'assainissement. Dans l'optique de créer un environnement porteur, le projet abordera également les réformes politiques liées à la déréglementation des entreprises et à la collecte de données, et renforcera les capacités institutionnelles dans les secteurs public et privé.

Le Groupe de la BID a coorganisé avec la Banque européenne d'investissement le Sommet mondial sur le genre 2022 du Groupe de travail sur le genre des banques multilatérales de développement. Cet événement avait pour thème Mieux reconstruire : Promouvoir l'égalité des sexes pour un avenir plus résilient. Le sommet de trois jours s'est polarisé sur l'emploi et l'économie des soins, les changements climatiques et la numérisation.

EN 2022, LA BID A APPROUVÉ DEUX FINANCEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DE L'INITIATIVE POUR LE FINANCEMENT DES FEMMES ENTREPRENEUSE (WE-FI).

5,5
MILLIONS DE
DOLLARS
POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA DEUXIÈME PHASE DE
BRAVE WOMEN 2.0.

6,1
MILLIONS DE
DOLLARS
ONT ÉTÉ REÇUS POUR
APPUYER LE PROJET WOMEN
IN SANITATION ENTERPRISES



ENCADRÉ 12 | AIDE AUX FEMMES DÉFAVORISÉES AU BANGLADESH – L’HISTOIRE DE MORIAM

Une enquête menée en 2017 par *Centre for Mass Education & Science (CMES)* a révélé qu’au Bangladesh 15 % des ménages sont dirigés par des femmes et font face à de graves problèmes sociaux. Pour y remédier, la BID a approuvé une opération de subvention appelée Programme d’autonomisation des femmes par la formation aux compétences de subsistance et la sensibilisation aux droits humains ; Le programme se fonde en partie sur le fait de reconnaître que les femmes représentent environ 60 % des 4 millions de personnes travaillant dans les usines de confection du Bangladesh, mais que, faute de main-d’œuvre qualifiée, seulement 30 % de la capacité du secteur est actuellement exploitée.

Veuve bénéficiaire du projet et mère de deux enfants en bas âge, Moriam vit dans le district de Tangail. Son mari, qui travaillait dans le secteur de la construction, est décédé dans un accident tragique. La famille ne possédait aucune épargne et les dépenses en produits alimentaires et pour la scolarité constituaient un véritable fardeau. Après avoir participé activement au programme de formation sur la confection des vêtements de mode et la sensibilisation aux droits humains suivi d’un stage, Moriam a acheté une machine à coudre à l’aide d’un microcrédit et monté sa propre affaire. Elle reçoit désormais des commandes de robes de son entourage et d’autres tailleurs, ce qui lui permet de gagner quelque 5 000 takas (environ 60 dollars) par mois. Elle travaille aussi comme bénévole dans le groupe de soutien local qui entend mettre fin aux mariages précoces et aux violences fondées sur le genre, et aider

À CE JOUR, LE PROJET A PERMIS D’OFFRIR UNE FORMATION TECHNIQUE À **700** JEUNES FEMMES VULNÉRABLES.

AU TOTAL, **226** ONT REÇU UN DIPLOME, **64** SONT EMPLOYÉES ET **162** ONT CRÉÉ LEUR PROPRE ENTREPRISE.

J’étais dans le noir après la mort de mon mari . Le soutien de la BID nous a apporté le soleil, ma famille et moi ».

les femmes enceintes à bénéficier des services de santé maternelle. Elle joue à présent un rôle essentiel dans son quartier, intervenant comme un modèle et un agent de changement pour sa communauté.

« J’étais dans le noir après la mort de mon mari », dit Moriam. « Le soutien de la BID nous a apporté le soleil, ma famille et moi ».

À ce jour, le projet a permis d’offrir une formation technique à 700 jeunes femmes vulnérables. Au total, 226 ont reçu un diplôme, 64 sont employées et 162 ont créé leur propre entreprise.



3.4.2 | CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2022 et dans le cadre de son engagement à intégrer les questions climatiques dans ses activités, la BID a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action pour le climat (2020-2025) qui définit des modalités et procédures claires pour la lutte contre les changements climatiques dans les pays membres et la réalisation d'un objectif de financement climatique de 35 % d'ici à 2025. En effet, le financement de la BID en faveur du climat s'est élevé à 1,05 milliard de dollars, soit 33 % du volume global des investissements approuvés par la BID en 2022. Plus précisément, 65 % de ces financements ont été consacrés à des activités liées à l'adaptation au climat, et 35 % à des activités d'atténuation des effets des changements climatiques.

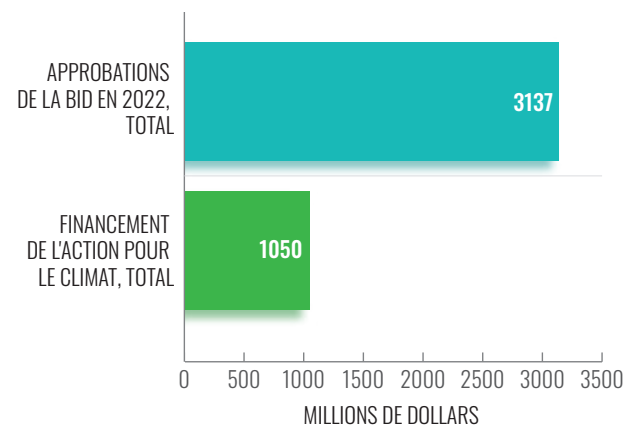
Lors de sa réunion annuelle tenue en juin 2022 à Charm el-Cheikh (Égypte), la BID a annoncé son objectif d'aligner intégralement ses opérations souveraines sur les objectifs de l'Accord de Paris d'ici à la fin de 2023. Cette démarche viendra encourager la libération des contributions déterminées au niveau national de ses pays membres, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies climatiques ambitieuses à long terme, ce pour permettre aux économies d'être résilientes aux changements climatiques tout en s'orientant vers un développement inclusif et à faible émission de carbone. À cet effet, la BID a lancé en 2022 son Plan d'action (2022-2023) pour l'opérationnalisation de l'alignement sur l'Accord de Paris et entamé une série d'ateliers sur ledit plan et l'intégration des questions climatiques à l'intention de son personnel dans tous les centres régionaux.

En 2022, le Groupe de la BID et les membres du Groupe de coordination arabe (GCA) participant à la COP27 se sont engagés à fournir un financement cumulé de 24 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face à la crise climatique mondiale. Dans ce cadre, elle a promis d'approuver un financement minimum de 13 milliards de dollars pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets entre 2023 et 2030.

En termes d'intégration des questions climatiques, la BID a incorporé des éléments liés aux changements climatiques et à la croissance verte dans toutes les SPPM élaborées en 2022, notamment celles du Bangladesh, de l'Indonésie, du Niger, de l'Ouzbékistan, du Sénégal et du Turkménistan. En outre, tous les projets et investissements dotés d'actifs physiques approuvés en 2022 ont été examinés au regard des risques climatiques physiques dans l'ensemble des régions et des secteurs, afin de tirer parti des opportunités et d'atténuer l'impact des changements climatiques.

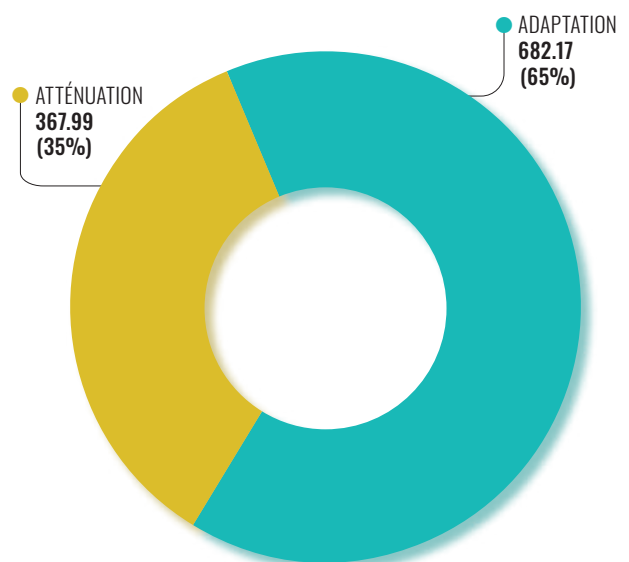
Au cours de cette année, la BID a pris une part active aux principaux événements internationaux et régionaux sur le climat aux côtés de ses pays membres et partenaires, notamment la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh. Elle a aussi participé à plus de 35 événements parallèles et à de nombreux échanges avec des partenaires et des acteurs des pays membres. De même, la BID a été un partenaire régional de la Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du

FIGURE 3.2 | PART DU FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT PAR RAPPORT AU TOTAL DES APPROBATIONS DE LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



EN 2022, LE GROUPE DE LA BID ET LES MEMBRES DU GROUPE DE COORDINATION ARABE (GCA), PARTICIPANT À LA COP27 SE SONT ENGAGÉS À FOURNIR UN FINANCEMENT CUMULÉ DE **24 MILLIARDS DE DOLLARS** D'ICI 2030 POUR FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE MONDIALE.

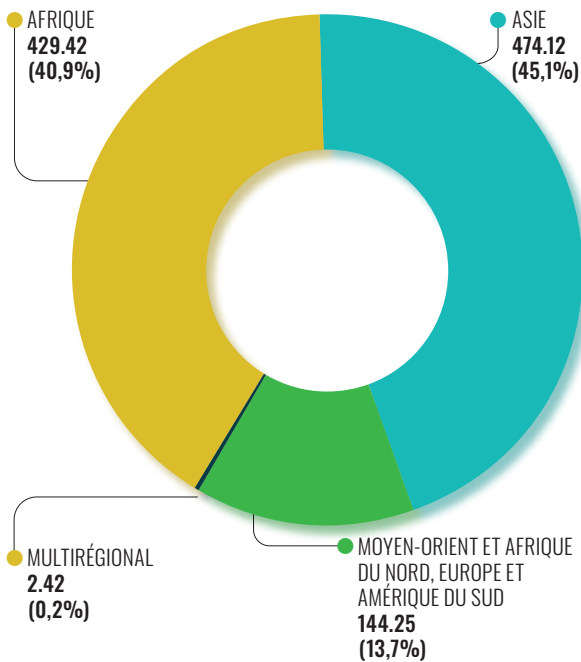
FIGURE 3.3 | TYPES DE FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT APPROUVÉS PAR LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



Nord (MENA) qui s'est tenue à Dubaï, aux Émirats arabes unis, et a organisé plusieurs séances techniques de haut niveau. Au chapitre de la production de connaissances, la BID a lancé plusieurs publications sur le climat ou liées au secteur ainsi que des documents de vulgarisation, organisé des ateliers et des séminaires en ligne, et fait des interventions à cet égard.

La BID poursuit son engagement et son soutien en faveur des pays membres par des subventions mobilisées auprès

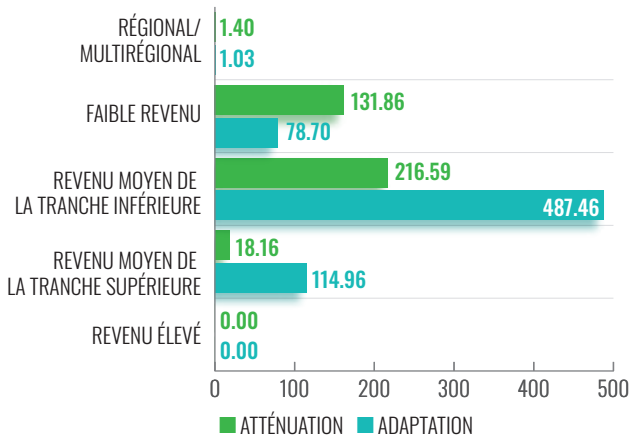
FIGURE 3.4 | RÉPARTITION RÉGIONALE DES FINANCEMENTS DE L'ACTION POUR LE CLIMAT APPROUVÉS PAR LA BID EN 2022 (EN MILLIONS USD)



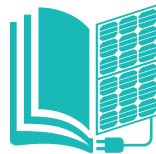
3.4.3 | COLLABORATION AVEC LES ONG ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

La BID finance des projets communautaires par le biais de subventions accordées à des ONG au Pakistan, au Tchad, au Yémen et en Somalie.

FIGURE 3.5 | RÉPARTITION DU FINANCEMENT DE L'ACTION POUR LE CLIMAT SELON LES GROUPES DE REVENU (EN MILLIONS USD)



PAKISTAN



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS PAR L'AUTONOMISATION DES JEUNES ET L'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE POUR SOUTENIR LES SCIENCES, TECHNOLOGIE, INGÉNIERIE ET MATHÉMATIQUES (STIM), LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL.

Un projet d'éducation particulièrement prometteur est celui du Renforcement de la résilience des communautés par l'autonomisation des jeunes et l'économie d'énergie pour soutenir les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), la gestion des ressources naturelles et le développement rural, mené avec *Taaleem Foundation* au Pakistan. Avec un financement de 200 000 dollars de la BID, le projet vise à assurer la mobilisation sociale pour une gestion efficace des ressources locales et du patrimoine autochtone, et la préservation de la biodiversité, la modernisation de 10 écoles publiques pour en faire des télécentres et centres de développement des compétences pour inspirer les jeunes, l'éducation aux STIM et l'autonomisation des femmes afin renforcer les moyens de subsistance, l'installation d'unités d'énergie solaire dans 10 écoles et télécentres et 200 ménages, et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans les communautés rurales grâce aux STIM, à la gestion des ressources naturelles et aux compétences génératrices de revenus. En 2022, les responsables du projet ont réalisé une enquête de référence par le biais de groupes de discussion et une enquête sur les ménages et des entretiens avec des informateurs clés, constitué des comités villageois pour l'économie d'énergie et sélectionné 10 écoles secondaires publiques dans l'Azad Jammu du Cachemire. En plus, 400 séances communautaires ont été organisées et ont permis de recenser les 200 ménages les plus nécessiteux qui recevront des unités d'énergie solaire domestique.

de fonds pour le climat spécialisés et d'autres mécanismes de lutte contre les changements climatiques, notamment le Fonds vert pour le climat et le Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national. En 2022, elle a continué à forger de nouveaux partenariats et à collaborer avec des institutions nationales, bilatérales et multilatérales et de recherche, notamment dans le cadre de nombreuses initiatives et différents groupes de travail sur les changements climatiques pilotés par les banques multilatérales de développement, sur des sujets tels que l'alignement sur l'Accord de Paris, les groupes de travail sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ses effets, et l'établissement de rapports sur le financement axé sur le climat.



YÉMEN



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ONG LOCALES AU YÉMEN

La BID a financé et réalisé un projet de renforcement des capacités des ONG locales au Yémen avec *Humanitarian Academy for Development*. Le projet a permis de renforcer les capacités des ONG locales à devenir plus efficaces dans la conception et la mise en œuvre de projets humanitaires, en veillant à ce que ceux-ci répondent à des normes élevées et donnent un bon rapport qualité-prix. Le projet a principalement soutenu les ONG locales qui assistent les groupes marginalisés et vulnérables afin de mieux répondre aux besoins humanitaires actuels et préparer les communautés à la transition d'après-guerre et aux premières phases de rétablissement. Les volets et les principaux résultats escomptés de l'intervention sont notamment l'évaluation des besoins en formation et une formation soutenue grâce à un système de mentorat et d'encadrement. Le budget total du projet, y compris le cofinancement, est de 523 744 dollars.

TCHAD



RÉDUCTION DE LA PRÉCARITÉ SOCIALE EN MILIEU RURAL PAR LA PROMOTION DE SYSTÈMES AGRICOLES INTÉGRÉS ASSOCIANT AGRICULTURE ET ÉLEVAGE.

Le projet de promotion de la chaîne de valeur pour la transformation et la conservation des produits agropastoraux a démarré en janvier 2022 avec un budget de 183 543 dollars et une période de mise en œuvre de deux ans. Le projet entend réduire la précarité sociale en milieu rural par la promotion de systèmes agricoles intégrés associant agriculture et élevage. Il s'agit de développer des exploitations agricoles et de les doter d'infrastructures permettant aux jeunes et aux femmes d'exercer des activités agricoles continues et indirectes. Cela passera par la valorisation des produits agropastoraux à tous les stades importants de la chaîne de valeur et par l'augmentation des possibilités d'emploi dans le secteur agropastoral. L'objectif est de rendre les bénéficiaires autonomes et de les impliquer à tous les niveaux de la chaîne de valeur, à savoir la production, la transformation, la distribution et la consommation, avec la possibilité de créer des emplois ou des activités indépendantes à chaque niveau. Le projet a jusque-là réussi à créer deux abattoirs et deux parcs de vaccination à Dibébé et Zarafa, à trouver et développer 8 sites de maraîchage, et à en clôturer 8 autres à Dibébé. Il est en bonne voie pour atteindre ses objectifs en 2023.

SOMALIE



RENFORCEMENT DE LA VIABILITÉ FINANCIÈRE DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES EN SOMALIE.

Le projet vise à renforcer la viabilité financière des soins de santé primaires en Somalie en introduisant le système de partage des coûts, qui est mis à l'essai dans le nord-ouest du pays. Il prévoit la création d'un environnement institutionnel propice à la mise en œuvre d'un système efficace de recouvrement des coûts (politique et stratégie de recouvrement des coûts) dans trois établissements de santé ruraux, le renforcement du système de santé en améliorant la gestion et la supervision publiques de la prestation de services, et le renforcement des capacités techniques des agents de santé de première ligne dans les établissements de santé pilotes, ainsi que des connaissances des responsables du ministère de la Santé en financement de la santé et système de partage des coûts. Le projet est mis en œuvre sur 12 mois et devrait être achevé à la fin de 2023. La contribution de la BID s'élève à 150 000 dollars, celle de *Somali International Patriotic Action* (SIPA) à 56 900 dollars et celle du ministère de la Santé à 20 000 dollars.



LA CONTRIBUTION DE LA BID AU PROJET S'ÉLÈVE À **150 000 DOLLARS**, CELLE DE SOMALI INTERNATIONAL PATRIOTIC ACTION (SIPA) À **56 900 DOLLARS** ET CELLE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ À **20 000 DOLLARS.**

3.4.4 | PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE

Depuis sa création en 1981, le Programme d'aide communautaire a approuvé au total 1 854 projets pour un montant de 904 millions de dollars. Parmi ces projets, 1 081 étaient axés sur le développement, tandis que 773 relevaient de l'aide d'urgence. En termes de coût, les projets de développement se chiffrent à 282 millions de dollars et les projets d'aide d'urgence à 622 millions. Ces opérations ont été menées dans 84 pays et 8 sous-régions géographiques de pays non-membres. Les figures ci-dessous indiquent le nombre total de projets approuvés (aide d'urgence et développement) et les montants approuvés pour les deux secteurs.

Le programme a approuvé 7 projets en 2022 pour un montant total de 1,455 million de dollars. L'un de ces projets portait sur l'aide d'urgence et un montant de 200 000 dollars en soutien aux communautés victimes de la sécheresse en Éthiopie. Les 6 autres sont des projets de développement d'un montant total de 1,255 million de dollars visant à promouvoir le secteur de l'éducation dans cinq pays. Ce sont une subvention pour les infrastructures et l'équipement d'*Iqra Girls' Academy* à Lusaka en Zambie (0,2 million de dollars), l'agrandissement d'une école secondaire publique à Mostar en Bosnie-Herzégovine (0,185 million), l'agrandissement d'un centre de formation professionnelle en faveur de *Hamidiya Islamiya School Society* à Panwari, en Inde (0,2 million), l'agrandissement de l'école primaire *Markaz-E-Adab-O-Science* à Ranchi, en Inde (0,2 million), (v) la construction d'une école primaire au sein de l'Institut d'études islamiques et laïques (IISS), Vallée des Prêtres, à Port-Louis en Ile Maurice (0,25 million), et l'agrandissement de l'école maternelle et primaire *Rahma* à Dodoma City en Tanzanie (0,22 million).

Quelque 14 projets ont été réalisés cette année. Actuellement, 51 projets sont à différents stades de mise en œuvre sur plusieurs continents, dont 21 en Afrique, 11 en Europe, 14 en Asie et 5 en Amérique.

Le programme a également conclu un partenariat avec un philanthrope qui s'est engagé à fournir l'équivalent de près de 1,65 million de dollars pour le développement de communautés musulmanes minoritaires en Thaïlande et au Cambodge, notamment par la construction de centres de formation professionnelle et d'un complexe immobilier.

FIGURE 3.6 | NOMBRE DES PROJETS D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS DEPUIS LE LANCEMENT

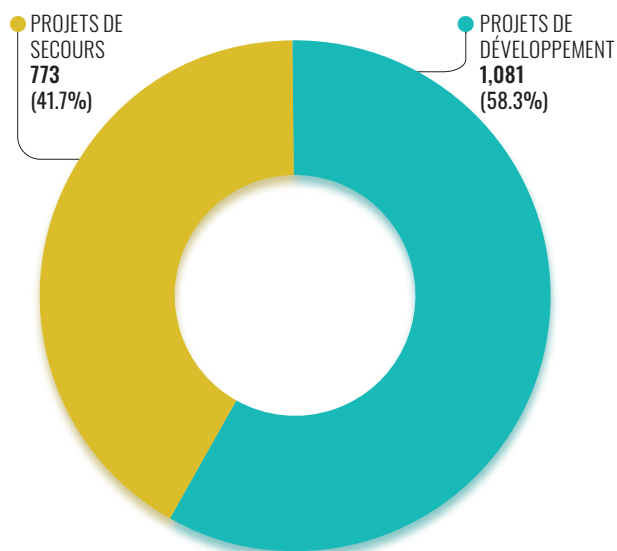
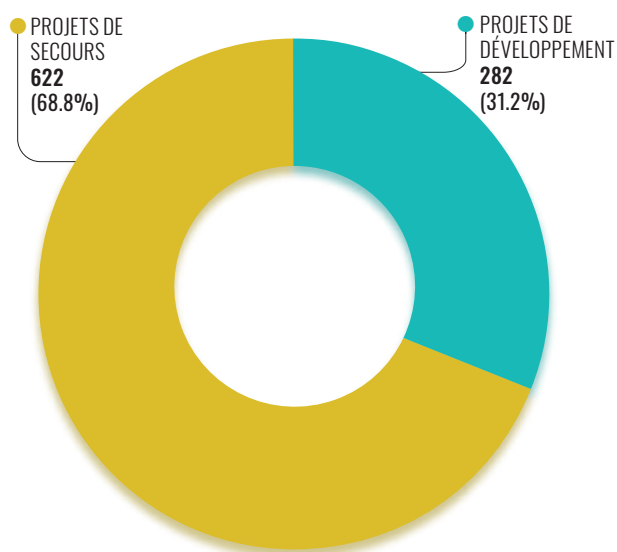


FIGURE 3.7 | MONTANTS DES PROJETS D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS DEPUIS LE LANCEMENT (EN MILLIONS USD)



LE PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE A APPROUVÉ 7 PROJETS EN 2022 POUR UN MONTANT TOTAL DE **1,455 MILLION DE DOLLARS.**

QUELQUE **14 PROJETS** ONT ÉTÉ RÉALISÉS CETTE ANNÉE. ACTUELLEMENT, 51 PROJETS SONT À DIFFÉRENTS STADES DE MISE EN ŒUVRE SUR PLUSIEURS CONTINENTS, DONT 21 EN AFRIQUE, 11 EN EUROPE, 14 EN ASIE ET 5 EN AMÉRIQUE.



ENCADRÉ 13 | ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES POUR IQRA GIRLS' ACADEMY À LUSAKA (ZAMBIE)

Ce projet vise à améliorer la qualité de l'apprentissage et les performances de cet établissement pour jeunes filles grâce à la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements de laboratoire scientifique et technologique. Il participera à l'édification d'une école ultramoderne et à terme à ses résultats de développement, en particulier les débouchés offerts aux filles. Le projet permettra aussi d'améliorer l'accès des apprenants à l'enseignement des sciences et de la technologie en augmentant la capacité de l'école et de rendre leur apprentissage sûr et agréable en leur offrant un cadre pédagogique de qualité propice aux études. D'ici à la fin de 2025, le projet devrait avoir mis en place un laboratoire de sciences et technologies efficace, bien coordonné et adapté, ainsi qu'un laboratoire de technologies de l'information et de la communication, sous la gestion d'un personnel expérimenté. Quarante autres élèves par an auront accès à des installations de laboratoire TIC et ST améliorées, utiles et modernes dans l'école, ce qui contribuera à augmenter le nombre de filles ayant un niveau de compétence minimum en TIC et ST.

80
AUTRES ÉLÈVES (TOUTES DES FILLES) PAR AN AURONT ACCÈS À DES INSTALLATIONS DE LABORATOIRE TIC ET ST AMÉLIORÉES, UTILES ET MODERNES DANS L'ÉCOLE, CE QUI CONTRIBUERA À AUGMENTER LE NOMBRE DE FILLES AYANT UN NIVEAU DE COMPÉTENCE MINIMUM EN TIC ET ST.



3.4.5 | PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES

Le Programme de bourses d'études de la BID a été créé en 1983 pour promouvoir le développement du capital humain dans les pays membres et au sein de communautés musulmanes établies dans des pays non-membres. Il joue un rôle essentiel dans le développement des ressources humaines et la mobilité de la main-d'œuvre. Aussi facilite-t-il le renforcement des capacités en matière d'innovation, de connaissances et de technologies nécessaires pour être compétitif dans un monde en rapide évolution.

La BID propose quatre programmes de bourses d'études, en l'occurrence le Programme de bourses du premier cycle pour les communautés musulmanes établies dans des pays non-membres (SPMC), le Programme de bourses de mérite pour la technologie de pointe (MSP), le Programme de bourses de maîtrise en sciences et technologie pour les PMMA, et le Programme de bourses BID-FSID pour les PMMA.

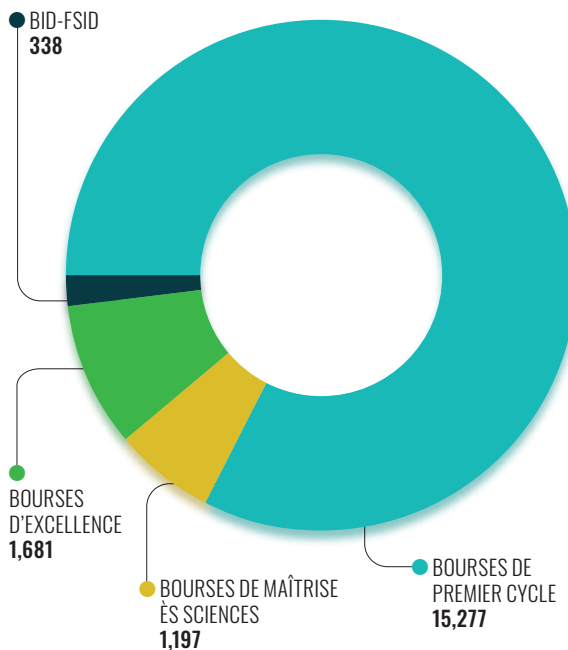
Au cours de ses 39 dernières années d'activité, la BID a accordé des bourses d'études à 18 493 étudiants de 122 pays (56 pays membres et 66 communautés musulmanes établies dans des pays non-membres). Parmi ces bourses, l'on compte 15 277 pour le SPMC, 1 197 pour la maîtrise ès sciences, 1 681 pour le MSP et 338 pour celles de la BID-FSID. La répartition entre hommes et femmes est respectivement de 70 et 30 %. Au mois de décembre 2022, les dépenses cumulées au titre de l'ensemble des programmes s'élevaient à 233,93 millions de dollars.

Sur l'ensemble des bénéficiaires, 13 716 sont diplômés d'une université de renom dans des domaines clés du développement. En termes de répartition régionale, 52 % sont des communautés musulmanes établies en Asie, 26 % des pays membres et 16 % des communautés musulmanes d'Afrique. Les 6 % restants sont des communautés musulmanes établies en Europe, Océanie et Amérique du Nord et du Sud. Il est encourageant et réconfortant de constater que le Programme de bourses d'étude mène à bien sa mission. En effet, la plupart des diplômés ont obtenu des emplois à des postes importants, progressent dans leur carrière, et ont apporté des contributions significatives au développement de leur pays.

Les bourses accordées au titre du programme d'études de premier cycle aux communautés musulmanes des pays non-membres sont des prêts aux étudiants et des subventions à la communauté musulmane concernée. Les deux sont remboursables aux fonds fiduciaires pour l'éducation de la BID, créés par la BID, une fois que le bénéficiaire a obtenu son diplôme et trouvé un emploi rémunéré. Les fonds pourront alors être réutilisés pour offrir des bourses à d'autres étudiants de la même communauté. En conséquence, les fonds fiduciaires de 16 pays ont, à ce jour, offert 2 181 bourses, ce qui porte à 20 674 le nombre total depuis le début.

Au 31 décembre 2022, 1 433 étudiants poursuivaient leurs études, tandis que 1 228 avaient fini et attendaient la remise de leur diplôme. En revanche, 988 boursiers ont échoué ou abandonné leurs études, tandis que 1 128 ne se sont pas inscrits ou ont décliné les offres de bourses.

FIGURE 3.8 | ALLOCATIONS AUX BOURSES D'ÉTUDES



AU COURS DES 39 DERNIÈRES ANNÉES, LA BID A ACCORDÉ DES BOURSES D'ÉTUDES À 18 493 ÉTUDIANTS DE 122 PAYS (56 PAYS MEMBRES ET 66 COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES DANS DES PAYS NON MEMBRES)

52 % DU TOTAL DES DIPLÔMÉS SONT DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES EN ASIE, 26 % DES PAYS MEMBRES ET 16 % DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES D'AFRIQUE. LES 6 % RESTANTS SONT DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES ÉTABLIES EN EUROPE, OCÉANIE ET AMÉRIQUE DU NORD ET DU SUD.

AU MOIS DE DÉCEMBRE 2022, LES DÉPENSES CUMULÉES AU TITRE DE L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES S'ÉLEVAIENT À 233,93 MILLIONS DE DOLLARS.





3.4.6 | PROJET ADAHI

The government of the Kingdom of Saudi Arabia has entrusted Le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite a confié à la BID l'exécution de son projet relatif à l'utilisation de la viande sacrificielle (Projet Adahi).

Ce projet vise à faciliter l'achat et l'accomplissement des rituels de *hady*, *udhiya*, *fidya* et *sadaqa* par les pèlerins et les musulmans en général, et à distribuer la viande aux ayants droit dans l'ensemble du monde musulman.

Fonctionnant sans interruption depuis sa création il y a 40 ans, le projet a servi plus de 50 % des pèlerins pendant la saison du hadj de 1443, au cours de laquelle 447 776 ovins ont été sacrifiés. Toute la viande produite a été distribuée aux groupes cibles du Royaume d'Arabie saoudite et d'ailleurs. Le partenariat conclu entre le projet et plus de 300 associations caritatives accréditées par le ministère des Ressources humaines et du Développement social a facilité la distribution à l'intérieur du royaume. À l'extérieur, le projet a distribué de la viande dans plus de 27 pays, en coordination avec les ambassades saoudiennes.

Parallèlement, le projet gère le programme des *sadaqa* et *aqiqa* tout au long de l'année, en procédant à des abattages hebdomadaires en réponse aux demandes reçues par

l'intermédiaire du site Web et des points de vente autorisés. En 1443, 20 000 ovins ont été sacrifiés dans ce cadre et la viande a été distribuée aux groupes cibles tout au long de l'année.

GÉLATINE ET GÉLULES

La société *Saudi Gelatin and Capsules Company* a été créée pour utiliser les peaux et les abats qui nuisaient gravement à l'environnement et aux pèlerins sur les lieux saints, et pour implanter localement une industrie essentielle. La société produit de la gélatine alimentaire et des gélules de gélatine. La vente effective de gélatine a commencé au deuxième trimestre de 2021.

Toutes les lignes de production ont été testées et des échantillons de gélules produites envoyés à de nombreuses entreprises à l'intérieur et à l'extérieur du royaume. Pour la plupart des entreprises, les résultats des échantillons se sont avérés excellents en termes d'analyses de laboratoire et d'analyses microbiologiques, ainsi que pour les tests effectués sur les machines de remplissage. Des ventes ont été réalisées à échelle commerciale auprès de grandes usines pharmaceutiques à l'intérieur et à l'extérieur du royaume, notamment en Égypte, en Irak, en Jordanie et au Yémen.

